



Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 25 avril 2018 fixant les modalités et les matières de l'examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive auprès de l'Administration des services techniques de l'agriculture

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 30 novembre 1976 portant réorganisation de l'Administration des services techniques de l'agriculture ;

Vu la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ;

Vu la loi du 15 décembre 2019 portant modification :

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

Vu l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er} du règlement grand-ducal du 25 avril 2018 fixant les modalités et les matières de l'examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive auprès de l'Administration des services techniques de l'agriculture est remplacé par l'alinéa suivant :

« *La matière relative à l'organisation du département de l'Agriculture certifiée par une attestation de présence constitue la partie I.* »

Art. 2. L'article 2 du même règlement grand-ducal est remplacé par le texte suivant :

« **Art. 2. Volume de la formation spéciale**

Conformément à l'article 6, paragraphe 3 de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique, la durée de formation spéciale est fixée à 60 heures. »

Art. 3. Le titre de l'article 3 du même règlement grand-ducal est remplacé par le texte suivant :

« **Matière relative à l'organisation du département de l'Agriculture** »

Art. 4. L'article 4 du même règlement grand-ducal est remplacé par le texte suivant :

« **Art. 4. Matières relatives à l'organisation de l'administration et les matières relatives aux missions et aux attributions spécifiques de l'agent au sein de son service**

La partie II, intitulée « Matières relatives aux missions et aux attributions spécifiques de l'agent au sein de son service », prévue à l'article 1^{er}, paragraphe 2 se présente pour les différents groupes de traitement comme suit :

<i>Partie II : Matières relatives à l'organisation de l'administration et les matières relatives aux missions et aux attributions spécifiques de l'agent au sein de son service</i>			
	Matière	Durée de formation	Points
a)	Services de l'Administration des services techniques de l'agriculture	5 heures	10
b)	Attributions du service d'affectation	4 heures	12
c)	Législation du service d'affectation	7 heures	20
d)	Techniques de gestion	5 heures	10
e)	Procédures	3 heures	8
f)	Matière théorique et pratique rentrant dans les attributions du service	12 heures	60

»

Art. 5. À l'article 5 du même règlement grand-ducal sont apportées les modifications suivantes :

1. L'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« (1) La matière de la partie I, définie à l'article 3, est enseignée sous forme de sessions de formation suivant un horaire à déterminer par le chef d'administration en concertation avec les autres chefs d'administration. » ;

2. L'alinéa 3 est supprimé.

3. L'alinéa 4 actuel devient le nouvel alinéa 3, l'alinéa 5 actuel devient le nouvel alinéa 4 et l'alinéa 6 actuel devient le nouvel alinéa 5.

Art. 6. À l'article 7 du même règlement grand-ducal sont apportées les modifications suivantes :

1. L'alinéa 2 est remplacé par le libellé suivant :

« (2) Les stagiaires doivent obligatoirement suivre la matière de la partie I de leur programme de formation spéciale. La participation intégrale du stagiaire aux sessions de formation donne lieu à l'établissement d'un certificat de fréquentation. »

2. L'alinéa 3, première phrase, est remplacé par la phrase suivante :

« (3) À la fin du cycle de formation, les stagiaires doivent passer un examen théorique qui porte sur les matières de la partie II sans préjudice de l'application des dispositions du paragraphe 2. »

3. L'alinéa 4, deuxième phrase, est remplacé par la phrase suivante :

« L'appréciation de la réussite ou de l'échec à l'examen se fait conformément aux articles 17 à 20 du règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 2018 portant organisation de la formation pendant le stage pour les fonctionnaires stagiaires de l'État et des établissements publics de l'État ainsi que du cycle de formation de début de carrière des employés de l'État. »

Art. 7. Notre ministre ayant l'Agriculture, la Viticulture et le Développement rural dans ses attributions et notre ministre ayant les Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Exposé des motifs

Le présent projet de règlement grand-ducal a pour objet de modifier la durée de la formation spéciale. Pendant les dernières années, il a été constaté à l'Administration des services techniques de l'agriculture que les nombre d'heures de formation pour chaque matière ne correspondent pas exactement aux besoins des stagiaires.

Entretemps, le législateur est intervenu par le biais d'une loi du 15 décembre 2019 qui a modifié la loi 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique et a permis de diminuer la durée de la formation spéciale.

Auparavant, la durée de la formation spéciale théorique ne pouvait pas être inférieure aux limites fixées ci-après:

- 90 heures pour les stagiaires du groupe de traitement A1;
- 100 heures pour les stagiaires du groupe de traitement A2;
- 110 heures pour les stagiaires du groupe de traitement B1;
- 90 heures pour les stagiaires du groupe de traitement C1;
- 60 heures pour les stagiaires des groupes de traitement D1, D2 et D3.

Désormais, la durée de la formation spéciale peut être limitée à 60 heures pour tous les groupes de traitement.

Le projet de règlement grand-ducal a également comme objet de simplifier la gestion de la partie II, appelée « Matières relatives à l'organisation de l'administration et les matières relatives aux missions et aux attributions spécifiques de l'agent au sein de son service » et de retirer de la liste des matières de la partie II la matière relative à l'Unité de contrôle. En effet, dans la mesure où l'Unité de contrôle fait désormais partie du Service d'économie rurale, il n'est plus opportun d'enseigner une matière aux stagiaire qui contient des éléments spécifiques d'un service qui n'appartient plus à l'Administration des services techniques de l'agriculture.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Ad Article 1

Vu que la partie I de la formation spéciale n'est constituée que d'une seule matière, cet article propose de modifier le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 25 avril 2018 fixant les modalités et les matières de l'examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive auprès de l'Administration des services techniques de l'agriculture.

Ad Article 2

Cet article fixe la durée de la formation spéciale pour les différents groupes de traitement ; le volume des heures étant équivalent au minimum légal prévu.

En effet, aux termes de l'article 6, paragraphe 3, de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique, les programmes de formation spéciale ainsi que l'appréciation des épreuves sont déterminés pour chaque administration par règlement grand-ducal. Ce règlement grand-ducal fixe également, pour les fonctionnaires stagiaires visés à l'article 5 de la loi précitée, la durée de la formation spéciale qui comprend au moins 60 heures.

Il est à noter que le cours relatif à l'unité de contrôle ne figure plus sur la liste des matières.

Ad Article 3

Cet article propose uniquement de modifier le titre de l'article 3.

Ad Article 4

Cet article propose de simplifier la structure de l'article 4 tout en uniformisant les matières et la durée de formation pour les stagiaires de tous les groupes de traitement. Le programme reste axé sur les besoins spécifiques de tous les groupes de traitement et concernent entre autres des sujets en relation avec l'organisation de l'administration, les missions et attributions de l'administration, la gestion de l'administration, la culture de l'administration et des formations en relation directe avec le poste de l'agent, tels que la législation applicable au service de l'agent, les procédures internes ou les connaissances spécifiques nécessaires au poste de travail de l'agent.

Ad Article 5

Vu que la partie I de la formation spéciale n'est constituée que d'une seule matière, cet article propose de modifier l'article 5, paragraphe 1^{er}.

Par ailleurs, cet article propose de supprimer l'alinéa 3 du même article puisque les matières enseignées sont désormais les mêmes pour les stagiaires de tous les groupes de traitement. Sans qu'il soit nécessaire de le préciser expressément, les sessions de formations peuvent encore être organisées en commun pour tous les stagiaires de tous les groupes de traitement.

Le paragraphe 3 propose de renuméroter les paragraphes 4 à 6.

Ad Article 6

Vu que la partie I de la formation spéciale n'est constituée que d'une seule matière et que les matières enseignées sont désormais les mêmes pour les stagiaires de tous les groupes de traitement, cet article propose de modifier l'article 7, paragraphes 2 et 3.

Finalement, l'article propose de faire désormais référence au règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 2018 portant organisation de la formation pendant le stage pour les fonctionnaires stagiaires de l'État et des établissements publics de l'État ainsi que du cycle de formation de début de carrière des employés de l'État.



Fiche financière

Le présent projet de règlement grand-ducal a notamment pour objet de modifier la durée de la « formation spéciale » au sein de l'Administration des services techniques de l'agriculture pour les fonctionnaires stagiaires des différents groupes de traitement représentés au sein de l'administration.

Étant donné que cette « formation spéciale » comprend une multitude de sessions de formation qui doivent être préparées et organisées par les formateurs et pour lesquels les formateurs sont à rémunérer, le projet de règlement grand-ducal est susceptible d'avoir des répercussions financières sur le budget de l'État.

Néanmoins, il n'est pas possible de prévoir une dépense totale, étant donné que les dépenses dépendent de plusieurs éléments :

- le nombre des stagiaires par année dans l'administration ;
- le nombre des matières enseignées ;
- la forme des sessions de formation ;
- la collaboration ou non pour la formation de certaines matières avec l'Institut national d'Administration publique.

TEXTE COORDONNE

Règlement grand-ducal du portant modification du règlement grand-ducal du 25 avril 2018 fixant les modalités et les matières de l'examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive auprès de l'Administration des services techniques de l'agriculture.

Modifications résultant du projet du règlement grand-ducal

Chapitre 1^{er} - Structuration de la formation spéciale

Art. 1^{er}. Les éléments de la formation spéciale

(1) ~~Les matières relatives à l'organisation du département de l'Agriculture certifiées par une attestation de présence constituent la partie I. La matière relative à l'organisation du département de l'Agriculture certifiée par une attestation de présence constitue la partie I.~~

(2) Les matières relatives à l'organisation de l'administration et les matières relatives aux missions et aux attributions spécifiques de l'agent au sein de son service, sanctionnées par un examen de fin de formation, constituent la partie II.

Art. 2. Volume de la formation spéciale par groupe de traitement

~~Conformément à l'article 6, paragraphe 3 de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique, la durée de formation spéciale est fixée à :~~

~~1° 90 heures pour les stagiaires du groupe de traitement A1 ;~~

~~2° 100 heures pour les stagiaires du groupe de traitement A2 ;~~

~~3° 110 heures pour les stagiaires du groupe de traitement B1 ;~~

~~4° 90 heures pour les stagiaires du groupe de traitement C1 ;~~

~~5° 60 heures pour les stagiaires des groupes de traitement D1, D2 et D3.~~

~~Conformément à l'article 6, paragraphe 3 de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique, la durée de formation spéciale est fixée à 60 heures.~~

Art. 3. Formation spéciale commune aux différents groupes de traitement Matière relative à l'organisation du département de l'Agriculture

Les cours et le nombre des heures de la formation spéciale commune aux stagiaires de tous les groupes de traitement forment la partie I et sont fixés comme suit :

Partie I : Matière relative à l'organisation du département de l'Agriculture	
Matière	Durée de la formation
Attributions du ministère ayant l'Agriculture dans ses attributions et des administrations dépendant du ministère	24 heures

Art. 4. Formation spéciale spécifique aux différents groupes de traitement

La partie II, intitulée « Matières relatives aux missions et aux attributions spécifiques de l'agent au sein de son service », prévue à l'article 1^{er}, paragraphe 2 se présente pour les différents groupes de traitement comme suit :

1° Pour les stagiaires du groupe de traitement A1 :

Partie II : Matières relatives à l'organisation de l'administration et les matières relatives aux missions et aux attributions spécifiques de l'agent au sein de son service			
	Matière	Durée de formation	Points
a)	Services de l'Administration des services techniques de l'agriculture	8 heures	10
b)	Unité de Contrôle	1 heure	2
e)	Attributions du service d'affectation	6 heures	12
d)	Législation du service d'affectation	9 heures	20
e)	Techniques de gestion	9 heures	10
f)	Procédures	3 heures	6
g)	Matière théorique et pratique rentrant dans les attributions du service	30 heures	60

2° Pour les stagiaires du groupe de traitement A2 :

Partie II : Matières relatives à l'organisation de l'administration et les matières relatives aux missions et aux attributions spécifiques de l'agent au sein de son service			
	Matière	Durée de formation	Points
a)	Services de l'Administration des services techniques de l'agriculture	8 heures	10
b)	Unité de Contrôle	1 heure	2
e)	Attributions du service d'affectation	6 heures	12
d)	Législation du service d'affectation	9 heures	20
e)	Techniques de gestion	9 heures	10
f)	Procédures	3 heures	6
g)	Matière théorique et pratique rentrant dans les attributions du service	40 heures	60

3° Pour les stagiaires du groupe de traitement B1 :

Partie II : Matières relatives à l'organisation de l'administration et les matières relatives aux missions et aux attributions spécifiques de l'agent au sein de son service		
Matière	Durée de formation	Points
a) Services de l'Administration des services techniques de l'agriculture	8 heures	10
b) Unité de Contrôle	1 heure	2
e) Attributions du service d'affectation	6 heures	12
d) Législation du service d'affectation	9 heures	20
e) Techniques de gestion	9 heures	10
f) Procédures	3 heures	6
g) Matière théorique et pratique rentrant dans les attributions du service	50 heures	60

4° Pour les stagiaires du groupe de traitement C1 :

Partie II : Matières relatives à l'organisation de l'administration et les matières relatives aux missions et aux attributions spécifiques de l'agent au sein de son service		
Matière	Durée de formation	Points
a) Services de l'Administration des services techniques de l'agriculture	8 heures	10
b) Unité de Contrôle	1 heure	2
e) Attributions du service d'affectation	6 heures	12
d) Législation du service d'affectation	9 heures	20
e) Techniques de gestion	9 heures	10
f) Procédures	3 heures	6
g) Connaissances spécifiques relatives au poste de travail	30 heures	60

5° Pour les stagiaires des groupes de traitement D1, D2 et D3 :

Partie II : Matières relatives à l'organisation de l'administration et les matières relatives aux missions et aux attributions spécifiques de l'agent au sein de son service		
Matière	Durée de formation	Points
a) Services de l'Administration des services techniques de l'agriculture	8 heures	10
b) Unité de Contrôle	1 heure	2
e) Attributions du service d'affectation	6 heures	14

d)	Législation du service d'affectation	2 heures	10
e)	Techniques de gestion	2 heures	10
f)	Procédures	3 heures	14
g)	Connaissances spécifiques relatives au poste de travail	14 heures	60

Matières relatives à l'organisation de l'administration et les matières relatives aux missions et aux attributions spécifiques de l'agent au sein de son service

La partie II, intitulée « Matières relatives aux missions et aux attributions spécifiques de l'agent au sein de son service », prévue à l'article 1^{er}, paragraphe 2 se présente pour les différents groupes de traitement comme suit :

<u>Partie II : Matières relatives à l'organisation de l'administration et les matières relatives aux missions et aux attributions spécifiques de l'agent au sein de son service</u>			
	<u>Matière</u>	<u>Durée de formation</u>	<u>Points</u>
a)	<u>Services de l'Administration des services techniques de l'agriculture</u>	<u>5 heures</u>	<u>10</u>
b)	<u>Attributions du service d'affectation</u>	<u>4 heures</u>	<u>12</u>
c)	<u>Législation du service d'affectation</u>	<u>7 heures</u>	<u>20</u>
d)	<u>Techniques de gestion</u>	<u>5 heures</u>	<u>10</u>
e)	<u>Procédures</u>	<u>3 heures</u>	<u>8</u>
f)	<u>Matière théorique et pratique rentrant dans les attributions du service</u>	<u>12 heures</u>	<u>60</u>

Chapitre 2 - Aspects organisationnels de la formation spéciale

Art. 5.

(1) ~~Les matières de la partie I, définies à l'article 3, sont enseignées sous forme de sessions de formation suivant un horaire à déterminer par le chef d'administration en concertation avec les autres chefs d'administration.~~ (1) La matière de la partie I, définie à l'article 3, est enseignée sous forme de sessions de formation suivant un horaire à déterminer par le chef d'administration en concertation avec les autres chefs d'administration.

(2) Les matières de la partie II sont enseignées sous forme de sessions de formation suivant un horaire à déterminer par le chef d'administration.

(3) ~~Certaines formations figurant au programme de plusieurs groupes de traitement peuvent être organisées en commun pour tous les stagiaires des groupes de traitement concernés.~~

(4) (3) Les sessions de formation peuvent comprendre des cours présentiels, des cours alternant des phases présentielles avec des phases d'autoapprentissage, des cours de travaux dirigés ou des séances d'apprentissage accompagnés sur le lieu du travail.

Elles peuvent être organisées pour des périodes à temps plein ou en alternance avec des plages de travail effectif.

(5) (4) Les stagiaires sont informés à l'avance et dans un délai d'un mois de la nature des sessions de formation et des modalités d'organisation, de l'horaire des sessions ainsi que du lieu de leur déroulement.

(6) (5) Le temps de formation spéciale compte comme période d'activité de service.

Art. 6.

(1) La fréquentation des cours de formation est obligatoire.

(2) Une dispense de la fréquentation de certains cours de formation peut être accordée au stagiaire s'il bénéficie d'un congé pour raisons de santé ou d'un congé extraordinaire conformément au règlement grand-ducal modifié du 3 février 2012 fixant le régime des congés des fonctionnaires et employés de l'État.

Sur demande et pour des raisons exceptionnelles dûment motivées, le stagiaire peut bénéficier d'une dispense de la fréquentation de certains cours de formation.

(3) Le stagiaire qui, à la suite d'un premier échec à l'un des examens prévus par le présent règlement, doit se représenter à l'examen en question et peut bénéficier d'une dispense de la fréquentation des cours de formation correspondants.

(4) Les dispenses sont accordées sur demande par le chef d'administration.

Chapitre 3 - Organisation des examens

Art. 7.

(1) L'examen de fin de formation spéciale pour les groupes de traitement visés par le présent règlement porte sur les formations de la partie II des programmes de formation respectifs.

~~(2) Les stagiaires doivent obligatoirement suivre les matières de la partie I de leur programme de formation spéciale. La participation intégrale du stagiaire aux sessions de formation donne lieu à l'établissement d'un certificat de fréquentation pour chaque matière enseignée.~~

~~(3) À la fin du cycle de formation, les stagiaires des différents groupes de traitement doivent passer un examen théorique qui porte sur les matières de la partie II des programmes de formation des différents groupes de traitement sans préjudice de l'application des dispositions du paragraphe 2.~~

(2) Les stagiaires doivent obligatoirement suivre la matière de la partie I de leur programme de formation spéciale. La participation intégrale du stagiaire aux sessions de formation donne lieu à l'établissement d'un certificat de fréquentation.

(3) À la fin du cycle de formation, les stagiaires doivent passer un examen théorique qui porte sur les matières de la partie II sans préjudice de l'application des dispositions du paragraphe 2.

Les matières enseignées sont sanctionnées par un examen de fin de formation spéciale organisé dans les trois mois qui suivent la fin de la période des cours.

L'examen théorique a lieu devant une commission d'examen qui se compose d'un président, de deux membres effectifs pour chaque épreuve, d'un secrétaire, ainsi que d'un nombre concordant de membres suppléants, nommés par le ministre du ressort.

La commission d'examen prononce l'admission, le refus ou l'ajournement des candidats se présentant aux différents examens prévus par le présent règlement.

Nul ne peut être président, membre ou secrétaire d'une commission d'un examen auquel participe un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclusivement.

L'examen est organisé conformément aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 13 avril 1984 déterminant la procédure des commissions d'examen du concours d'admission au stage, de l'examen de fin de stage et de l'examen de promotion dans les administrations et services de l'État.

(4) Les résultats obtenus à l'examen théorique sont pris en compte pour l'établissement du résultat de l'examen de fin de formation spéciale.

~~L'appréciation de la réussite ou de l'échec du stagiaire se fait conformément à l'article 19, paragraphe II du règlement grand-ducal modifié du 27 octobre 2000 déterminant l'organisation à l'Institut national d'administration publique de la division de la formation pendant le stage du personnel de l'État et des établissements publics de l'État ainsi que du cycle de formation de début de carrière pour les employés de l'État. L'appréciation de la réussite ou de l'échec à l'examen se fait conformément aux articles 17 à 20 du règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 2018 portant organisation de la formation pendant le stage pour les fonctionnaires stagiaires de l'État et des établissements publics de l'État ainsi que du cycle de formation de début de carrière des employés de l'État.~~

Le procès-verbal visé au point 15 de l'article 5 du règlement grand-ducal modifié du 13 avril 1984 déterminant la procédure des commissions d'examen du concours d'admission au stage, de l'examen de fin de stage et de l'examen de promotion dans les administrations et services de l'État est dressé au plus tard au cours du troisième mois qui précède la fin du stage.

Chapitre 4 - Disposition finale

Art. 8.

Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs du Développement rural et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement grand-ducal qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.